

ENTRE LES LIGNES



Pétition :
NON
à l'achat de drones
israéliens !



N° 30 • Juin 2014 • FS 4.- • EUR 3.- • Revue trimestrielle
Articles rédigés ou traduits par le :
Collectif Urgence Palestine - Vaud,
Case postale 5724, 1002 Lausanne, Suisse
Email : info@cupvd.ch / Internet : www.urgencepalestine.ch

SOMMAIRE

EDITORIAL

Champ de tir en Palestine.....	1
Brochure BDS Suisse, L'industrie de l'armement et de sécurité israélienne.....	3

COLONISATION

Sur fond de négociation, la crise s'accroît.....	4
Richard Falk : il dit une fois de plus la vérité sur Israël.....	6
Témoignage : Plusieurs événements et lieux m'ont marqué, mais rien ne l'a fait autant que la Vallée du Jourdain.....	9
Témoignage : Cent femmes en route pour Gaza... enfin presque.....	10

BOYCOTT-DESINVESTISSEMENT-SANCTIONS

Interview Ramzy Baroud.....	12
Campagne BDS : Déstabiliser Israël.....	17
AHAVA, cosmétiques de la mer Morte.....	19

HOMMAGE

Stéphane Hessel un an après sa mort, il nous manque.....	21
--	----

LIVRES

Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine.....	23
La théorie du drone par Grégoire Chamayou.....	25
La Fenêtre ; Camp de Khiam Par Soha Bechara et Cosette Itrahim.....	26

FILM

La Terre promise. De Francis Reusser.....	27
---	----

SOLIDARITE

Semaine des prisonniers, action à Lausanne.....	28
Visiter la Palestine.....	29
Solidarité avec Omar, jeune violoniste druze.....	30
Campagne 1 million d'oliviers.....	31
Pétition contre l'achat de drones israéliens.....	32
Lettre lecteurs 24h.....	33
Check-point à Lausanne contre l'occupation.....	34
Conférence à Zürich : One democratic State.....	35

Champ de tir en Palestine

Ces dix dernières années Israël s'est hissé dans les premiers rangs du commerce d'armes international, et notamment au niveau exportateur puisqu'il est classé sixième de façon officielle mais son commerce officieux le placerait au quatrième rang, devant la Grande Bretagne !

L'an dernier les ventes records d'armement ont atteint 7 milliards de dollars soit 1000 dollars par habitant, proportionnellement 10 fois plus qu'aux Etats-Unis. On peut considérer que 10% de la population israélienne dépend économiquement de l'industrie d'armement.

Bien sûr comme à son habitude Israël entoure toutes ces données du voile du secret qui protège la « sécurité nationale », maître mot de sa politique du tout permis.

Ce qui échappe cependant au contrôle de ce système par le ministère de la Défense, c'est le développement extrêmement rapide et pointu des industries high-tech qui a permis à une nouvelle génération d'officiers récemment libérés de l'armée de développer une activité privée pour tester de nouveaux armements qu'ils vendent ensuite à l'Etat et aux acheteurs étrangers.

Cette haute technologie s'introduit donc par des biais « privés » au sein de l'industrie d'armement et de l'économie d'exportation israélienne à hauteur de 20%.

Ce qui découle de cette situation se paye en Palestine car l'armée peut ainsi tester les innovations militaires sur les 4 millions de Palestiniens vivant dans la bande de Gaza ou en Cisjordanie, permettant aux acheteurs potentiels de mesurer l'efficacité de ces nouveaux armements et à Israël de réaliser de gros profits !

L'opération « Bouclier de défense » en 2002 a été le starter de ce processus puis en 2009 l'opération « plomb durci » qui tua plus de 1400 Palestiniens, a fait exploser les ventes d'armements (6 milliards). Ces opérations militaires sont utiles en tant que laboratoires d'expériences pour ces nouvelles armes et Gaza est devenu une vitrine pour l'industrie militaire israélienne au travers d'un système de surveillance à long terme et de contrôle d'une population « ennemie » où civils et combattants sont intimement confondus.

Israël a été le pionnier dans la création de machines robotiques létales tels que les aéronefs téléguidés ou drones qui sont maintenant au cœur du programme amé-

ricain d'assassinats extrajudiciaires au Moyen-Orient. Il s'est également spécialisé dans l'invention et la création d'armes futuristes à l'instar du fusil qui se plie pour permettre de tirer caché derrière un coin sans mettre le soldat en vue de sa cible. La fusion entre la théorie, la technologie et les expériences constantes sur le terrain rendent le savoir faire israélien très précieux aux yeux des armées étrangères qui se bousculent pour acquérir ce matériel qui a déjà été testé, en dépit des condamnations par ces même Etats des exactions d'Israël sur les civils.

En résumé, cette guerre contre la Palestine devient de moins en moins dangereuse pour les soldats qui sont bien moins exposés, et devient de plus en plus lucrative, sûrement plus que la conclusion d'un accord de paix. Si les Israéliens ne paient plus le prix de leur guerre en pertes humaines cela crée une nouvelle donne. L'émotionnel n'étant plus à la Une et la guerre constituant simplement un bruit de fond « acceptable » ils ont moins de raisons de faire pression sur leurs politiciens pour qu'ils y mettent fin.

Marie-Ange Mehay Christophel

Sources : Palestina-info, n° spécial sur l'industrie d'armement et de sécurité israélienne.

L'industrie d'armement et de sécurité israélienne

BDS Suisse en collaboration avec Palästina Solidarität Basel

Au sommaire:

- * L'industrie d'armement et de sécurité israélienne
- * L'impact politique du commerce d'armes de l'Europe avec Israël
- * La complicité militaire entre la Suisse et Israël
- * Chronologie de la collaboration militaire entre la Suisse et L'industrie d'armement et de sécurité israélienne



A commander à l'adresse suivante :
BDS CH BP 4070 Bâle
contact@bds -info.ch

COLONISATION

Sur fond de négociations, la crise s'accroît : Gaza, nouvel acte de guerre

Le mardi 29 avril, à l'aube, au lendemain de l'échec d'une nouvelle pseudo négociation internationale, les services israéliens se sont livrés à un nouvel acte de guerre délibéré contre le peuple palestinien de Gaza.

Rappelez-vous la sanglante interception de la flottille de la paix, qui, en mai 2010, avait coûté la vie à 9 militants antisionistes. Cette fois, c'est un bateau de pêche de l'Arche de Gaza qui a été l'objet d'un sabotage par explosif dans le port de Gaza, causant des dommages irréparables.

Les militants de l'Arche de Gaza prévoyaient d'embarquer symboliquement depuis le port de Gaza en juin des produits locaux qui devraient être délivrés à différentes associations du monde entier qui les ont commandés. Il ne s'agit pas d'envoyer de l'aide humanitaire mais de permettre à ses habitants d'avoir accès au commerce comme tout autre pays. Cette action a lieu, afin de dénoncer le blocus et de réaffirmer les droits du peuple palestinien, et dénoncer la terreur et l'étranglement de toute une population.

Cette fois, c'est l'Arche de Gaza qui a été l'objet d'un sabotage par explosif, causant des dommages irréparables.

Cette action de terrorisme de l'armée israélienne s'est produite au lendemain de l'échec des négociations en vue de la paix dans la région.

Est-ce un processus de paix ?

Cela fait plus de vingt ans que ce fameux « processus de paix » se poursuit, avec ces formules creuses de « reprises des négociations, de concessions, de sorties de l'impasse. Mais du-

rant toutes ces années, des centaines de check points ont été établis dans les territoires palestiniens, le Mur s'est développé à tel point qu'il fait partie du paysage courant, et la colonisation s'est poursuivie, touchant tous les territoires occupés et Jérusalem. Il n'y a pas eu de processus de paix mais « un processus de réorganisation de l'occupation » (*Julien Salingue, Journal du NPA, 1^{er} mai 2014*). Israël laisse en apparence une certaine autonomie aux Palestiniens, tout en renforçant son contrôle et sa répression. La logique est toujours la même : Israël instaure des négociations sans fin, durant lesquelles il impose de plus en plus ses exigences tout en poursuivant sa politique coloniale, et en rendant les Palestiniens responsables de leur sort. Le 23 avril 2014, Israël a gelé le transfert des taxes aux Palestiniens, dans le cadre d'une série de nouvelles sanctions en représailles à leurs demandes d'adhésion à 15 traités et conventions internationaux. Israël va en outre plafonner les dépôts bancaires palestiniens dans ses établissements financiers, précisant que ces décisions faisaient suite aux « violations flagrantes des accords conclus » entre les deux parties.

Les prétendues négociations servent principalement les intérêts israéliens, en donnant l'illusion d'un accord possible. Cette illusion est alimentée par les dirigeants de l'autorité palestinienne, qui, autour de Mahmoud Abbas ont sacrifié les intérêts du peuple palestinien.

Renforcement de la colonisation

À Jérusalem c'est une politique systématique d'étranglement des Palestiniens avec refus de permis de construire, confiscations de terrains

sous toutes sortes de prétextes et démolitions qui jettent à la rue des familles entières en se combinant avec ces odieux « permis de résidence », toujours menacés d'être supprimés, par lesquels la puissance occupante octroie aux Palestiniens, habitants de Jérusalem de toujours, le droit de continuer à vivre chez eux.

Ailleurs en Cisjordanie, on sait que l'extension des colonies a atteint un rythme sans précédent instituant des bantoustans majoritairement peuplés de réfugiés, faisant office de vastes camps de regroupement surpeuplés pour une population qui se trouve désormais dans des conditions qu'on nous annonce comme invivables à brève échéance d'un simple point de vue environnemental.

La question des prisonniers politiques

Le 17 avril était pour le peuple palestinien la journée des prisonniers politiques. De nombreuses manifestations ont marqué cette journée à travers les territoires occupés et au niveau international.

Ce n'est pas un hasard si chaque fois qu'il y a des négociations, cette question des prisonniers prend une importance considérable. Aujourd'hui, 4750 prisonniers sont détenus administrativement, c'est-à-dire sans procès, dont nombre de parlementaires élus démocratiquement. L'autorité palestinienne a exigé la libération de plusieurs centaines de détenus, comme condition préalable à la négociation. Israël avait décidé de les libérer en quatre contingents. Malheureusement, sous la pression de l'homme fort du gouvernement, le patron des colons Nafrali Bennett qui menace de quitter la coalition gouvernementale en cas de nouvelles libérations, Netanyahu a mis un point final ce processus de libération.

L'unité palestinienne retrouvée ?

Le 23 avril 2014, un accord a eu lieu entre l'OLP et le Hamas qui prévoit la formation d'un gouvernement d'union nationale et l'organisation d'élections dans les territoires occupés.

Cet accord jouit actuellement d'un soutien massif dans les Territoires occupés. Il correspond à une volonté de trouver une solution à l'étrangle-

ment dont la population est l'objet autant en Cisjordanie qu'à Gaza.

Mais il repose sur des bases de plus en plus fragiles. Les gouvernements israéliens sont à l'extrêmement droite et affirment constamment qu'ils ne veulent pas négocier la fin de l'occupation. Les deux partenaires de l'accord sont aussi affaiblis. Le Hamas est isolé, à cause du blocus de Gaza, et ne peut pas faire valoir une issue favorable pour son territoire. Mahmoud Abbas mendie des gratifications matérielles accordées du bout des lèvres par l'occupant israélien et ne propose aucune solution pour sortir de la colonisation et favoriser le retrait de l'armée israélienne des territoires occupés. La tendance va dans le sens de renforcer la séparation de deux territoires : Gaza constituant la Palestine, et la Cisjordanie, une extension d'Israël administrée par des forces armées palestiniennes mais contrôlées par l'Union Européenne et les Etats-Unis.

Les événements autour de la Nakba

Soixante-six ans après la création d'Israël et la tragédie des réfugiés, la plaie est toujours ouverte et plus encore le principe de l'épuration ethnique qui a inspiré en 1948 la mise en œuvre de la Nakba qui continue à guider aujourd'hui les choix politiques d'Israël. Blessés par balles deux jeunes Palestiniens ont été tués en Cisjordanie et quelques 200 manifestants se sont affrontés aux militaires israéliens, après les commémorations à Ramallah. Le négociateur palestinien Saëb Erakat a récusé à cette occasion l'exigence du premier Ministre Israélien Netanyahu qui demande que les Palestiniens reconnaissent l'Etat d'Israël comme « l'Etat du peuple juif ».

« Le gouvernement israélien revient sur les accords et les engagements antérieurs et pose de nouvelles conditions exorbitantes comme la reconnaissance de la judéité de l'Etat d'Israël et a lancé une course contre la montre pour judaïser Jérusalem et étendre la colonisation, » a déploré Mahmoud Abbas. Cet affront vise à nier l'existence du peuple palestinien et les horreurs qu'il a subies. C'est un pas de plus pour détruire la Palestine.

Pierette Iselin, avril 2014

Il dit une fois de plus la vérité sur Israël :

Richard Falk termine son mandat pour les Nations Unies.

« Quand on cible un groupe ethnique et qu'on lui inflige ce genre de punition, on est effectivement en train de pratiquer une certaine intention criminelle génocidaire » déclare le professeur américain Richard Falk à la télévision russe, dénonçant la politique israélienne en Palestine, fin 2013. Sa position est aussitôt taxée « d'antisémite, outr-

Aujourd'hui il achève son mandat au Nations Unies et malgré ses 83 ans son engagement courageux en faveur de la résistance palestinienne n'a pas pris une ride.

Avant même d'assumer sa charge après des Nations Unies, Richard Falk s'est engagé en faveur de la Palestine. En 2001, il parti-



geante, extrémiste, anti-israélienne, complottiste, outrageante » par Israël, et le Canada.

Qui est cet audacieux ? C'est Richard Falk, rapporteur spécial des Nations Unies depuis 2008, sur la situation des droits humains dans les territoires palestiniens. Falk est par ailleurs Professeur de droit international à l'Université de Princeton et écrivain.

cipe à une mission d'enquête dans les territoires occupés et rend un rapport sévère à l'encontre de Jérusalem. L'année suivante il traite la répression militaire israélienne durant la deuxième intifada, de «terrorisme d'Etat». En 2007, dans un article, il va jusqu'à comparer des agissements israéliens à ceux des criminels nazis; il précise toutefois qu'en sa qualité de juif américain, il entend par là lancer un appel choc!

Ses déclarations provoquent une campagne sioniste véhémente contre lui, généralement à coup de citations tronquées et de références déformées. Sauf que... Richard Falk est juif et les accusations d'antisémitisme pourraient tourner au ridicule, si une nouvelle catégorie n'eût été inventée : « les juifs qui haïssent leur peuple » (*self-hating jews*). Falk y rejoint d'éminentes personnalités, tels que le linguiste et activiste Noam Chomsky, le politologue Norman Finkelstein, le journaliste Max Blumenthal ou encore le professeur Ilan Pappé et tant d'autres...

En 2008, il est refoulé à l'aéroport de Tel Aviv et passe une nuit en prison. La veille il avait assimilé les punitions collectives contre les Palestiniens à des crimes contre l'humanité! Il n'a jamais été autorisé à entrer en Israël pour mener ses enquêtes. Ses mots seraient-ils aussi dangereux que des bombes ?

Pourtant rien ne semble l'arrêter. En janvier 2013, Falk exprime dans un texte son soutien au Hamas, avec cette comparaison : « *le Hamas est comme la résistance française pendant la seconde guerre mondiale* ».

Il choque. L'an passé, les USA demandent sa démission. Malgré tout, Richard Falk achève sa mission. Il vient de présenter son rapport, un document de 80 pages, au Conseil des droits de l'homme.

L'UE, amie de l'Amérique, le critique et pourtant... Le rapport de Falk est implacable, fondé sur des faits et sur le droit. Il s'en explique dans une interview donnée au journal « *Le Courrier* » (22. 03. 14) : Des crimes contre l'humanité ont été commis à Gaza en 2008-2009 avec utilisation d'armes au phosphore blanc et tirs ciblés sur les civils. Autre crime, le blocus de Gaza, qu'il considère comme une « *punition collective permanente* ».

Falk stigmatise aussi l'occupation permanente des territoires. Pour lui, les mots sont importants : « Il faut parler, dit-il de : « *Intentions annexionnistes, colonialisme et nettoyage ethnique plutôt que d'occupation... En droit international, la notion d'occupation est temporaire elle fait suite à un conflit armé. Ors là il s'agit de « déplacement forcé de la population native et la domination de cette dernière par les colons.* » (Le Courrier)

En outre souligne-t-il, la discrimination des Palestiniens en Israël et en Cisjordanie, est raciste car elle repose sur des bases ethniques. Il la nomme « *crime d'apartheid* » Il cite une trentaine de lois niant les droits des personnes et ceux de la propriété. Par exemple : Les Palestiniens vivant en Israël en ont bien la citoyenneté mais ils n'en ont pas la nationalité ! Et naturellement la plupart des droits sont liés uniquement à la nationalité. Un exemple : le droit de retour en Israël. Il est valable que pour les personnes de religion juive, mais non pour les Palestiniens, rappelle le « *Courrier* ». Le regroupement familial et l'accès à certains emplois leur sont aussi interdits.

A cela s'ajoute la terreur: la torture est pratiquée dans les prisons israéliennes. Pire: des enfants sont emprisonnés et dans certains cas torturés. L'UNICEF l'a dénoncé. (Note de ELL)

Quelle évolution a-t-il observé depuis 2008, début de son mandat? Sa réponse au «*Courrier*» est pessimiste: «...*L'occupation israélienne s'est intensifiée, avec notamment l'extension des colonies, la modification de la population de Jérusalem (expulsion des Palestiniens de la ville au profit de nouveaux colons) étranglement de Gaza et la déviation des eaux en faveur des Israéliens. Les violations du droit international ont augmenté* »

Malgré cela, Falk ne perd pas l'espoir. Car l'opinion publique a changé. Elle s'indigne et soutient majoritairement la lutte des Palestiniens. Il rappelle l'intérêt grandissant suscité par la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS). « *Elle est le successeur du mouvement anti-apartheid des années 80 contre l'Afrique du Sud.* » dit-il.

A la puissance militaire d'Israël, qui possède l'arme atomique, Falk oppose la valeur du droit international en tant que « puissance douce », un outil solide. Profitant de son statut d'Etat, acquis en novembre 2012, l'autorité palestinienne peut saisir la cour pénale internationale. Cela changerait la perception de ce conflit, aussi bien à l'intérieur du pays que sur un plan international, Falk en est persuadé.

Son successeur vient d'être nommé : c'est un diplomate indonésien Makarim Wibisono. Connu pour sa position véhémente pro-palestinienne, sa candidature a été fortement soutenue par la ligue arabe. Sans doute va-t-il poursuivre la ligne sans concession de son collègue.

Richard Falk, lui, poursuivra sa lutte, soutenant le BDS et le droit international. Ce qu'il dit est sûr : l'opinion publique se range majoritairement au côté des Palestiniens. Et comme lui, un groupe de grands d'intellectuels américains dénoncent haut et fort Israël et ses amis. Une opposition de taille qui se manifeste au cœur même des USA, allié essentiel de l'Etat hébreu. Sera-t-elle écoutée ? Sait-on jamais...

En tout cas, Sheldon Adelson, troisième fortune des EU, selon Forbes, principal donateur des campagnes pro-israéliennes aux Etats-Unis avec notamment l'achat de politiciens influents, est devant les tribunaux américains, accusé de blanchiment d'argent.

Proche de Netanyahu, Adelson figure parmi ses soutiens financiers les plus importants. L'homme serait aussi le lien entre le « crime organisé », le Likoud (le parti de Netanyahu), et le contrôle de la politique de Washington, par un financement direct ou par l'intermédiaire de l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee). Aujourd'hui pourtant il doit rendre des comptes devant les tribunaux. L'ami américain donne-t-il des signes de lassitude ?

Elisabeth Brindesi

Témoignages

Plusieurs événements et lieux m'ont marqué mais rien ne l'a fait autant que la Vallée du Jourdain.

Je viens de passer environ neuf semaines en territoires palestiniens occupés. Plusieurs événements et lieux m'ont marqué mais rien ne l'a fait autant que la Vallée du Jourdain.

J'ai vécu durant trois semaines, à Fasa'el Al-Fauqa au sein d'une ONG palestinienne, du nom de Jordan Valley Solidarity (JVS), qui soutient la population de cette région. Pour bien saisir la gravité de la situation sur ce territoire qui représente 25% de la Cisjordanie, quelques faits sont importants afin d'en esquisser la triste réalité. Ici, 95% du territoire est en « Area C » ce qui induit un contrôle militaire israélien total sur cette zone. Les différentes communautés qui y vivent n'ont pas le droit de construire quoique ce soit, d'autant plus que l'armée y détruit régulièrement des services essentiels à la vie (maisons, puits, écoles,...). Un villageois que j'ai rencontré a vu sa maison se faire détruire quatre fois depuis 1998 par les forces d'occupation sionistes. À l'heure où j'écris ces lignes, il a déjà reçu un cinquième ordre de démolition pour sa demeure. Israël bafoue les droits humains les plus élémentaires en invoquant des raisons de sécurité. Les puits d'eau palestiniens sont régulièrement détruits aussi, passant de 774 en 1967 à seulement 328 en 2005. L'eau de source qui est présente en abondance est généralement inaccessible aux Palestiniens afin d'approvisionner les colonies illégales israéliennes qui pullulent dans la vallée. En plus de cela, l'accès à l'eau de source est souvent interdit aux Palestiniens grâce à différents systèmes dont le champ de mines.

Cela oblige certaines communautés palestiniennes à consommer entre 10 et 20 litres d'eau par jour et par personne contre près de 487 litres

pour les colons israéliens dans cette même vallée du Jourdain. Cette situation d'apartheid hydrique rend quasiment impossible l'activité agricole pour les Palestiniens dans cette région pourtant historiquement paysanne. Le comble dans cette situation est que les communautés palestiniennes n'ayant pas accès à l'eau de source n'ont d'autres choix que de l'acheter à des entreprises israéliennes comme Makerot qui la leur vend à prix d'or.

À cela s'ajoute le fait que 57% du territoire est décrété Zone Militaire Fermée, ce qui donne à l'armée une liberté quasi-totale. Par exemple, les tanks utilisent les champs des paysans comme terrain d'entraînement ou certaines maisons sont vidées de leurs habitants pour permettre à l'armée de s'exercer...

À ces actes inhumains de l'armée s'ajoute l'agression régulière des colons dans certaines communautés palestiniennes. La communauté de Ein Al-Hilwa voit souvent les colons, situés à 500 mètres, venir les menacer accompagnés bien évidemment par l'armée sioniste d'occupation. Ces quelques faits, loin d'être exhaustifs, sont mis en place pour soutenir la politique de nettoyage ethnique qu'Israël déploie en Palestine. En 1967, la Vallée du Jourdain comptait 320'000 Palestiniens, aujourd'hui il n'en reste que 52'000. Obligés de quitter leur terre, les habitants vont se réfugier en Jordanie ou dans les grandes villes de Cisjordanie.

Le Monde se tait tandis qu'Israël met en place en toute tranquillité une politique d'épuration ethnique raciste.

Slimane

Témoignages

Cent femmes en route pour Gaza... enfin presque

« Femmes du monde entier, nous vous invitons à venir nous rencontrer le 8 mars prochain, à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme, afin de constater par vous-mêmes la triste situation dans laquelle nous a plongés ce blocus imposé par Israël. »

Djamilla Bouhired, héroïne de la résistance algérienne ou Mairead Maguire, pacifiste nord-irlandaise et prix Nobel de la paix. Notre but: que la journée de la femme 2014 soit dédiée aux femmes de Gaza, qui résistent héroïquement depuis 66 ans contre la violence de l'occupation



On était cent femmes à répondre à cet appel poignant lancé par une large coalition d'organisations de femmes de la bande de Gaza. Parmi nous, plusieurs militantes célèbres telles que

isrélienne. Que les projecteurs soient braqués sur près d'un million de femmes emprisonnées dans une bande de Gaza assiégée. Qu'on pense à ces femmes dont les enfants sont morts sous

les bombes pendant l'hiver 2008-2009, celles dont les maris croupissent dans les geôles israéliennes, à celles qui ont grandi dans des camps de réfugiés. Mais surtout, qu'on rende hommage à toutes celles qui n'ont jamais abandonné l'espoir et qui conservent comme un trésor la clé de la maison dont elles ont été chassées.

On n'a pas pu passer cette journée du 8 mars avec nos camarades de Gaza. Ça fait mal de ne pas avoir pu répondre à leur invitation mais pourtant pour moi, notre mission a été un succès parce que notre but, plus encore que de les rencontrer, c'était d'attirer l'attention sur les injustices dont elles sont les victimes. Même les médias de masse, surtout en France, grâce au grand nombre de militantes françaises qui étaient du voyage, ont été forcés de parler des cents femmes bloquées au Caire. Et non, on n'a pas été bloquées à la frontière de Rafah comme on le redoutait mais bien au Caire! Le gouvernement égyptien aurait-il peur des femmes pacifistes? Comment les autorités égyptiennes ont-elles pu refuser l'entrée sur leur territoire à Mairead Maguire ainsi qu'à une soixantaine d'autres militantes françaises, belges, suisses ou nord-américaines? Comment le gouvernement israélien a-t-il réussi à faire ainsi perdre la face aux autorités égyptiennes? Arrivée seule au Caire quelques jours plus tôt, j'avais passé la frontière égyptienne sans problème et avais rejoint une vingtaine de militantes déjà sur place. Le 6 mars, on était à l'aéroport du Caire avec des fleurs et des pancartes, venues accueillir le reste du groupe en grandes pompes avant de comprendre qu'elles étaient détenues dans l'aéroport du Caire. Nous on était fière d'elles quand on a appris qu'elle avaient réussi à mettre l'aéroport du Caire en état d'alerte générale en chantant des chansons assises par terre! Malheureusement, leur entrain n'a pas suffi à convaincre les autorités égyptiennes qui les ont expulsées sans plus d'explications. La pratique n'est pas sans rappeler les méthodes d'Israël qui en 2011 avait réussi à empêcher des centaines de militant-es d'embarquer sur des vols pour Tel-Aviv.

C'est donc en Egypte, avec une petite équipe de militantes pas du genre à se laisser démora-

liser par la situation que j'ai passé une dizaine de jours. De belles rencontres et quelques souvenirs mémorables bien sûr, comme les repas chez Abu Tariq, un restaurant populaire servant en plat unique le typique et délicieux Koshari, un mélange de spagettis, penne, rix, lentilles et pois chiches (si si!), le tout agrémenté d'une copieuse sauce tomate et d'oignons frits. Ou quand Abeer essayait désespérément de nous apprendre quelques pas de Dabkeh, la danse traditionnelle palestinienne et qu'on a finalement eu l'air plutôt ridicule devant les caméras de France 24. Ou encore quand un vieil Egyptien monté sur un âne, apprenant que j'étais Suisse s'est exclamé "chuchichäschтли". Et puis il y a tous les moments où on échafaudait des plans farfelus pour traverser le désert du Sinai et ses nombreux postes de contrôles pour arriver à Gaza et qu'on y croyait, même si les autorités égyptiennes nous avaient clairement annoncé la couleur en expulsant nos camarades. C'est fou comme on peut trouver ça injuste de ne pas pouvoir entrer à Gaza quand on est habituées au passeport rouge qui nous ouvre toutes les portes. Alors comment imaginer les femmes de Gaza dont la grande majorité n'est jamais sortie d'une bande de terre à peine plus grande qu'un dixième du canton de Vaud.

Ça fait plus de sept ans qu'Israël impose un blocus criminel et meurtrier sur la bande de Gaza. Notre gouvernement s'est rendu complice de ce siège, non seulement en refusant d'imposer des sanctions diplomatiques contre Israël mais aussi en collaborant activement avec cet Etat. Le gouvernement suisse prévoit d'acheter des drones qui ont été testés pour lancer des bombes sur la population civile de Gaza. Si c'est un scandale que la Suisse soutienne l'économie israélienne, promouvoir son industrie militaire est de la pure folie. Mais en Suisse comme partout dans le monde la montée de la campagne de boycott d'Israël inspirée par la lutte contre l'apartheid sud-africain suggère qu'en Palestine aussi, la justice l'emportera bientôt.

Cindy

Interview

Ramzy Baroud

Tiré du journal l'Auditoire

Ramzy Baroud, écrivain palestinien exilé aux États-Unis, était en Suisse pour présenter son dernier livre « Résistant en Palestine ». Il y raconte l'histoire populaire d'une lutte extraordinaire menée par des Palestiniennes et des Palestiniens « ordinaires » comme son père. Cette lutte s'est, avec les années, internationalisée, et aujourd'hui, un de ses instruments, porteur d'espoir pour ses instigateurs, se résume à ces trois lettres: BDS. Il s'agit de la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions, qui milite depuis 2005 pour un isolement économique mais aussi culturel de l'État hébreu, dans le but que ce dernier se retrouve acculé et contraint à renoncer à sa politique jugée colonialiste, raciste, brutale et cruelle par toute la mouvance pro-palestinienne. La série de mesures que soutient la campagne BDS a donc pour objectif final le respect et l'application du Droit International et les Principes Universels des Droits de l'Homme par l'État d'Israël. Le cas qui prouve, aux yeux de ceux qui supportent la campagne, que cette ligne d'action est potentiellement bonne et que l'objectif est plus que réaliste, c'est la chute régime d'Apartheid en Afrique du Sud, suite à un isolement économique.

Est-ce qu'il ne serait pas plus productif de négocier une solution politique plutôt que d'appeler au boycott d'Israël ?

Les Palestiniens ont négocié en toute bonne foi, et cela depuis 1991, avant les accords d'Oslo. Ça fait donc plus de vingt ans. Depuis le moment où ils ont commencé à négocier et jusqu'à aujourd'hui, ils ont perdu beaucoup de leurs terres



et le nombre de colons qui s'y sont installés a triplé. Les Palestiniens sont en train de subir un nettoyage ethnique. Alors je crois vraiment qu'on peut dire que pour les Palestiniens, les négociations n'ont mené nulle part.

Il est difficile de voir l'impact sur le terrain d'une campagne telle que BDS. Est-ce qu'il ne serait pas plus judicieux de soutenir des projets humanitaires afin d'aider les Palestiniens d'une manière plus concrète ?

Je pense que c'est faux de penser cela parce que la lutte des Palestiniens ne peut pas être réduite à une catastrophe humanitaire. Les Palestiniens ne sont pas les victimes d'une catastrophe naturelle mais bien d'un siège. Et ce siège résulte d'une décision politique du gouvernement israélien et doit être reconnu comme tel. C'est un problème politique et il ne pourra être réglé qu'en prenant de fermes mesures politiques. Il existe une dimension humanitaire indéniable à la lutte palestinienne et nous nous devons de prendre en compte la souffrance du peuple. Mais il faut re-

placer cette crise humanitaire dans son contexte et ne pas oublier la cause de ces souffrances. C'est pourquoi je pense que la campagne BDS est bien plus efficace que n'importe quel projet humanitaire.

Certaines personnes estiment la campagne BDS trop radicale, que leur répondez-vous ?

Pour être honnête, je pense qu'on ne peut pas faire de compromis lorsqu'il s'agit de justice. Nelson Mandela est mort récemment. Il n'était pas le genre d'homme à parler d'amour et à danser main dans la main. C'était un combattant acharné. Ses messages étaient puissants et redoutables, et c'est pourquoi des dirigeants politiques comme Reagan et Thatcher l'ont traité de terroriste. Il ne faisait aucun compromis lorsqu'il s'agissait de parler de liberté et de justice. BDS est une plate-forme ouverte à toutes et à tous, pas raciste mais morale, et toutes celles et ceux qui acceptent certains principes tels que les droits humains, la justice et la liberté pour les Palestiniens sont invités à la rejoindre.

Pensez-vous que BDS ait le potentiel pour devenir un mouvement de masse ?

Il serait faux de penser que BDS peut fonctionner sans être accompagné par une autre campagne, une campagne d'information, afin de toucher le public le plus large possible, qui ne sera efficace que s'il lutte collectivement. On ne peut pas s'attendre à ce que les gens s'investissent dans une campagne sans en comprendre les enjeux. En Afrique du Sud, le mouvement anti-apartheid a tout d'abord appelé au boycott des activités sportives, avant de s'élargir à d'autres formes de boycott. Il leur a fallu de nombreuses années pour imposer une prise de conscience internationale qui permette à leur campagne d'être efficace. Si on compare nos progrès aux leurs, je dirais que notre campagne progresse plutôt rapidement. C'est donc très positif. Mais il est essentiel pour nous de ne pas inviter les gens à soutenir notre campagne sans les armer des outils nécessaires pour en comprendre et faire partager les enjeux.

Comment le BDS peut-il avoir un impact concret alors que nos gouvernements continuent à soutenir Israël ?

La campagne BDS agit à différents niveaux. En tant que membres de la société civile, nous avons un certain pouvoir que l'on ne peut pas pour l'instant dépasser. Nous voulons augmenter pour Israël le prix de l'occupation. Notre but est de délégitimer le soi-disant État démocratique d'Israël. Voilà ce que nous devons faire. En même temps, le comportement des gouvernements occidentaux par rapport à Israël, les États-Unis en particulier mais aussi l'Angleterre et dans une moindre mesure la France, est en contradiction avec l'opinion publique de ces mêmes pays. Cela met en évidence leur échec mais également notre succès! Dans une société démocratique, on ne peut pas maintenir indéfiniment un fossé entre le gouvernement et la société civile. Il devient vite impossible pour les gouvernements de justifier leurs actions si celles-ci sont en contradiction avec l'opinion de la majorité. En ayant l'opinion publique de notre côté, on rend les choses difficiles pour les gouvernements qui essayent de maintenir leurs liens avec Israël. Il arrivera un moment où la pression de la société civile sera trop forte. Pour vous donner un exemple, les diplomates de l'Union Européenne, qui sont basés à Jérusalem, écrivent chaque année un rapport sur la situation en Palestine/Israël. Leurs rapports sont chaque année un peu plus critiques envers Israël. Assez critiques même pour que la publication du rapport de l'année passée mette sérieusement l'Union Européenne dans l'embaras, leurs propres diplomates tenant des propos en complète contradiction avec les politiques de l'Union.

Quel a été l'impact de BDS jusqu'à présent ?

BDS opère et est efficace à deux niveaux différents. Le premier niveau est pragmatique et on constate son efficacité quand on voit des compagnies désinvestir d'Israël ou refuser de travailler dans ses colonies. Avec les récentes recommandations émises par l'Union Européenne [qui prohibent l'attribution de bourses, de prêts ou de

prix de l'Union Européenne aux entités basées dans les territoires occupés par Israël, ndr] on a atteint le stade où les revendications de BDS se traduisent en termes de politiques. Mais la campagne BDS est aussi efficace à un autre niveau qui est plus symbolique: depuis de nombreuses années, Israël se fiche complètement de ce que le monde pense, mais grâce à BDS, nous avons maintenant un mécanisme qui nous permet de transformer le soutien dont les Palestiniens bénéficient en une campagne proactive et en actions concrètes.

Admettons que BDS entraîne des pertes financières pour Israël. Est-ce que ça changerait vraiment quelque chose ?

Certaines personnes soutiennent qu'il n'y a rien de plus facile pour les États-Unis que de compenser les pertes financières causées à Israël par BDS. Il ne s'agit finalement que d'augmenter de quelques centaines de millions de dollars par an leur assistance à Israël. Alors où est le problème? Le problème, c'est qu'il ne faut pas oublier qu'il y a là une dimension politique: Israël a survécu pendant toutes ces années grâce à son image d'un État légitime, démocratique, constitutionnel, avec des frontières définies. Évidemment tout cela n'est qu'un tissu de mensonges et la campagne BDS les expose au grand jour. Cela entraîne la perte pour l'État d'Israël de la légitimité politique qu'il s'était forgée à travers le monde. On ne crie plus son amour pour Israël haut et fort. En fait, de nombreuses célébrités refusent aujourd'hui de se produire en Israël. Pour la plupart d'entre eux, ce n'est pas par souci pour la justice et les droits humains, mais simplement parce qu'ils ne veulent pas se déconsidérer dans ce qu'ils voient comme une situation politique peu ragoûtante. Et BDS est la force motrice derrière cela !

Comment va réagir le gouvernement israélien le jour où les sanctions financières menacent son économie ?

Jusqu'à présent, lorsque des compagnies ont été exclues de certains marchés, leur réaction a été

d'en chercher de nouveaux. Leur problème est que le gouvernement états-unien est au bord de la faillite et ne peut plus financer Israël aussi généreusement que par le passé. Et quand il le fait, cela met en colère les citoyens états-uniens. Leur colère ne vient pas de leur attachement à la Palestine, elle est le fruit d'une équation mathématique très simple: le gouvernement états-unien ferme des écoles, annule des programmes musicaux et des événements sportifs tout en envoyant de l'argent en Israël pour tuer d'autres gens. Les citoyens ne veulent pas se sentir impliqués dans quelque chose qu'ils pensent ne pas être leur affaire. L'influence d'Israël sur les États-Unis et l'entente sont donc en train de diminuer. Les membres du gouvernement israélien ont déjà tenté d'explorer le marché chinois et je pense qu'ils sont en train de préparer la France à devenir leur nouvel homme de main en Europe.

Quelle serait la réaction du gouvernement israélien s'il se retrouvait complètement isolé sur la scène internationale ? Est-ce qu'il serait alors prêt à faire des compromis et à changer leur attitude ?

La direction israélienne réfléchit toujours en termes de quels sont les intérêts d'Israël, mais au sein même de cette direction, il y a des désaccords. Prenez par exemple l'ex-Premier Ministre Ehud Olmert, un homme politique de droite qui est également un criminel de guerre. Vers la fin de son mandat, il semble avoir réalisé qu'il ne pourrait pas poursuivre sa politique indéfiniment, qu'on arrivait à un point de non-retour où, que ça nous plaise ou non, Palestiniens et Israéliens vivent dans un État commun. Les Palestiniens changeront la nature de leur lutte, passant d'une lutte pour l'indépendance à une lutte pour l'égalité au sein d'un seul et unique cadre, avec des frontières communes. D'autres politiciens israéliens comme Benjamin Netanyahu ne voient pas les choses de la même façon. Pour eux, les demandes des Palestiniens n'ont aucune importance. Pour lui, on peut rester assis et parler de paix pendant des générations, au final seuls importent les faits: Israël continue de construire des colonies et un système routier qui les relie.

Une fois ce projet terminé, les Palestiniens n'auront qu'à faire ce qu'ils veulent avec ce qui reste. Mais attention, si des Israéliens comme Ehud Olmert aimeraient arriver à un compromis, c'est n'est en aucun cas parce qu'ils souhaitent trouver une solution pacifique mais bien parce qu'ils sont inquiets. Ils ont peur que leur politique finisse par mettre en péril l'identité raciale exclusive d'Israël. Le leadership israélien pense qu'il va pouvoir maintenir son régime encore longtemps mais il se trompe. Il essaie de préserver l'identité juive d'Israël mais cela est impossible si l'on considère le fait que le nombre des Palestiniens va sans aucun doute dépasser le nombre des citoyens juifs d'Israël. La lutte se transformera donc en une lutte de la majorité pour acquérir les mêmes droits que la minorité.

Faut-il boycotter tous les produits israéliens ou seulement ceux qui proviennent des colonies?

Disons que si les colonies étaient des régions autonomes et fonctionnaient indépendamment d'Israël, je serais d'avis de boycotter uniquement les colonies. Mais ce n'est pas le cas du tout! Les colons sont des citoyens israéliens, ils ont le droit de vote, sont défendus par l'armée israélienne et financés par le gouvernement israélien. Les colonies sont entièrement dépendantes du gouvernement qui les a créées. On doit donc s'en prendre au gouvernement israélien ainsi qu'à ses alliés. Différencier Israël de ses colonies est juste une stratégie qui permet aux compagnies basées dans ces colonies de trouver des moyens pour faire fonctionner leur économie. En fait, vous savez, le fait même de parler de colonies est problématique parce qu'on appelle ainsi seulement les terres qui ont été occupées en 1967. L'État d'Israël a été créé en 1947-48 sur les ruines de 518 villages palestiniens et avec le nettoyage ethnique de leurs habitants. Alors quand on parle de colonies, on évite aussi de parler de la Nakba [qui se traduit par la catastrophe, la création de l'État d'Israël, ndr] et des causes du problème qui persiste jusqu'à aujourd'hui. Le problème n'est pas survenu avec l'implantation des colonies en 1967, il a commencé en 1947.

Parler de colonies revient donc à morceler la question politique.

Faut-il boycotter les universités israéliennes alors qu'elles sont sources de savoir et de critique?

Les universités sont censées transmettre le savoir, rassembler les gens, promouvoir la recherche scientifique. Le problème c'est que la plupart, sinon toutes les institutions universitaires israéliennes sont en fait des organes de l'État. Une grande partie de l'industrie militaire et des stratégies politiques de l'occupation y sont développées. Les universités ont un rôle actif dans l'occupation israélienne de la Palestine. En plus de cela, de nombreuses universités israéliennes sont construites sur des terres palestiniennes, et elles sont censées s'adresser au monde et transmettre le savoir. Il faut faire attention quand on applique notre conception de ce qu'est une université au contexte israélien. Par contre, il est important de distinguer les institutions universitaires israéliennes - en particulier celles qui sont impliquées dans l'occupation - des universitaires israéliens. Nous n'appelons pas au boycott des individus, mais des institutions israéliennes. En Afrique du Sud, il n'y a jamais eu d'excuse pour ne pas boycotter les institutions académiques. En fait, celles-ci ont beaucoup souffert du manque d'échanges avec les autres universités. La campagne de boycott a affecté le régime sud-africain à différents niveaux et a rendu son fonctionnement difficile. C'est ce que la campagne BDS veut imposer en Israël.

Le boycott académique ne porte-t-il pas atteinte à la liberté académique?

Non, boycotter les institutions académiques israéliennes ne constitue pas une violation de la liberté académique, au contraire. Actuellement, les Palestiniens n'ont aucune liberté académique. Pendant l'attaque de 22 jours sur Gaza en 2008-2009, des douzaines d'écoles ont été détruites ou endommagées sous les bombes israéliennes. Des dizaines de milliers d'étudiants de Cisjordanie, en particulier ceux qui vivent dans la zone

C [sous le contrôle total de l'armée israélienne, ndr] ont besoin d'un permis pour pouvoir aller à l'école et rentrer à la maison. La situation pour les Palestiniens est affligeante. De l'autre côté, les institutions académiques israéliennes fonctionnent sans entraves, conformément aux politiques d'occupation et les institutions privées reçoivent des bourses gouvernementales pour des projets de recherche qui bénéficient à l'armée et renforcent l'occupation. La prospérité de ces institutions repose sur le malheur des Palestiniens. Il ne peut pas y avoir de liberté académique dans un système d'apartheid. En fait, la campagne pour le boycott académique promeut la liberté académique pour toutes et tous.

Lors d'une visite à Gaza l'année passée, Chomsky a dit qu'appeler au boycott universitaire à ce stade serait une erreur tactique. Selon lui, un travail d'information est nécessaire au préalable.

Je ne suis pas d'accord avec lui pour la raison suivante: quand je soulève la question du boycott académique, je soulève en même temps une autre question, celle de savoir pourquoi il faut boycotter les universités israéliennes. Cela entraîne l'organisation de débats dans les universités et si nos arguments sont convaincants, de nouvelles personnes rejoignent nos rangs. Le cas échéant, on retourne devant le tableau noir et on réfléchit à notre stratégie. Le fait est que le boycott des institutions académiques israéliennes est important parce qu'il permet de soulever des questions fondamentales. Décider de ne pas appeler au boycott académique c'est accepter de rester coincé à un stade très préliminaire du débat.

Est-ce que vous voyez un problème dans le fait que la campagne BDS représente la résistance non violente comme unique forme de résistance légitime contre le régime d'apartheid?

Je ne pense pas que ce soit le cas. BDS est une stratégie non violente, d'où son efficacité. Nous essayons de trouver un dénominateur commun entre différentes sociétés civiles de par le monde. Je ne veux pas que les gens aillent se battre en Palestine, mais qu'ils se sentent responsables

des agissements de leur gouvernement. C'est de cette façon que le mouvement de solidarité internationale peut lutter contre l'injustice en Palestine. C'est aux Palestiniens de décider de la forme de lutte qu'ils pensent être la plus appropriée, en aucun cas au mouvement de solidarité de décider de cela.

par Alicia Gaudard

Article paru dans l'auditoire, le 02.03.2014

<http://www.auditoire.ch/.index.php?env=article&at=polsoc&art=20140302193812#hang>

Campagne BDS

Déstabiliser Israël

Peu soucieux de l'éventuelle réunification palestinienne, Israël s'inquiète en revanche de l'essor que prend le mouvement international de boycott et de désinvestissement qui frappe son économie. Pour bien des Palestiniens, ce boycott constitue l'ultime carte, quand toutes les autres options ont échoué..

En 2005, des organisations de la société civile palestinienne lancent un appel au boycott, sanctions et désinvestissements afin de faire pression sur Israël pour que cessent l'occupation et la colonisation, que les citoyens arabes vivant en Israël aient des droits identiques, que cesse la construction du mur et que soit reconnu le droit au retour des réfugiés palestiniens. Les idées du mouvement BDS ont fait bouler de neige et tendent à décrédibiliser la politique coloniale et d'apartheid israélienne sur la scène internationale. La sensibilisation des citoyens ordinaires à travers le monde a créé des dommages importants à des sociétés israéliennes complices de la colonisation et le mouvement BDS est reconnu comme étant un des outils de pression le plus important et efficace. La liste des victoires s'allonge et touche de nombreux secteurs tels que les biens de consommation alimentaires ou cosmétiques, les coopérations universitaires, la culture, le sport, les entreprises et la finance. Voici quelques exemples :

- **Les consommateurs** ont fait plier Agrexco, firme agro-alimentaire, après une campagne de boycott à travers plus de 13 pays européens, entraînant sa liquidation judiciaire en 2011.
- Le groupe Co-opérative au Royaume Uni refuse de vendre des produits issus

des colonies. D'autres supermarchés à travers l'Europe sont dans la même démarche.

- La campagne soutenue contre les cosmétiques Ahava a forcé, entre autre, la compagnie à fermer son magasin de Londres.

- **Les institutions universitaires** ont répandu la campagne de boycott sur les campus, en Europe, Afrique du Sud, Royaume Uni, Canada, Inde, Irlande, Brésil, Pakistan, en annulant des jumelages et des contrats de collaboration, comme l'université de Johannesburg qui a rompu avec l'université Ben Gourion suite à une campagne soutenue par l'archevêque Desmond Tutu et plus de 400 universitaires. Le mouvement étudiant continue d'émerger un peu partout dans le monde, en Amérique du Nord, au Canada, en Europe et notamment au Royaume Uni où la campagne d'étudiants a réussi à mettre fin aux relations entre les universités et Ahava et Eden Spring.

Le mouvement de boycott culturel, qui ne vise en aucun cas des individus, s'est aussi mis en place afin de contrer les tentatives d'Israël de blanchir son système d'occupation au travers de sa culture. De nombreux musiciens, cinéastes et écrivains, et non des moindres, ont refusé de se produire en Israël et expriment publiquement leur soutien à BDS : Bono, J.L. Godard, K. Loach, E. Costello, Santana et bien d'autres.

À cela s'ajoute **le boycott de sportifs** qui refusent des déplacements en Israël et le soutien très médiatisé de superstars du football, comme Éric Cantona, pour la libération de Mahmoud

Sarsak. Les Egyptiens appellent à boycotter Adidas qui parraine un marathon israélien.

Le boycott économique passe par la campagne de désinvestissement qui révèle la complicité des entreprises internationales qui jouent un rôle dans la facilitation de l'apartheid israélien.

- Veolia qui participait à l'infrastructure de colonies illégales s'est vue perdre de nombreux contrats en Europe et Australie, à hauteur de 14.000.000.000\$, il en est de même pour Alstom, partenaire de Veolia dans le projet de tram à Jérusalem.

- Caterpillar dont les bulldozers détruisent les maisons palestiniennes, s'est vue retirée des fonds de pensions du géant américain TIAA-CREF (entreprise d'assurance et de Fonds de placement américaine)

- Le parlement européen a décidé de ne pas renouveler un contrat vécu G4S, entreprise de sécurité privée impliquée dans des contrats avec l'administration pénitentiaire israélienne.

- Les fonds de pensions norvégiens et 12 autres **institutions financières** européennes ont exclu Elbit Systems, société impliquée dans la construction du mur, de fabrication de drones, de leurs portefeuilles.

Au nombre des sanctions on peut aussi compter la décision de **suspension des relations militaires** de la part de la Turquie de la Norvège, suite à l'attaque de la Flottille de la liberté en 2010, ainsi que la Bolivie, le Venezuela, le Qatar et la Mauritanie. Des prix Nobel de la paix ont pris en charge l'appel de la société civile palestinienne pour un embargo militaire complet sur Israël.

La campagne contre le FNJ (Fonds national juif) ou KKL a poussé des dirigeants politiques à mettre fin à leur patronage de l'organisation tel David Cameron et les autorités de Genève.

De nombreuses **fédérations syndicales** de par le monde approuvent BDS et prennent des mesures contre les produits des colo-

nies illégales israéliennes et prennent des mesures pour rompre les liens avec la Histadrout (entité syndicale israélienne coloniale).

Des églises à travers le monde ont adopté des actions BDS comme des cessions d'actions Caterpillar, le boycott des produits des colonies.

L'impact de la campagne BDS représente maintenant une "menace stratégique" de l'aveu même du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui a confié la responsabilité de la lutte contre BDS au Ministre des affaires stratégiques. Le parlement a adopté en juillet 2011 une loi anti-boycott qui vise à punir toute personne qui appelle au boycott. Des sources israéliennes affirment que rien que le boycott des produits des colonies a entraîné une perte de 30 millions de dollars. Il y a une vraie préoccupation de l'establishment israélien face à la croissance du boycott. Le président Shimon Peres lui-même a récemment cité la peur de l'impact BDS comme une raison de « faire la Paix »

Il est temps de pousser encore plus loin Israël dans ses retranchements. La prise de conscience de la société civile du monde entier doit continuer à se propager au travers de BDS et agir comme un moyen efficace et moralement convaincant à l'appui de la lutte palestinienne pour ses droits complets.

Marie Ange Christophel

*Sources : Anne Spagnoli BDS Suisse
Comité national palestinien du BDS
(www.bdsmovement.net)*

AHAVA

Cosmétiques de la mer Morte

La mer Morte est un lac salé du Proche-Orient partagé entre Jordanie, la Palestine et Israël.

Cette mer a perdu, ces cinquante dernières années, le tiers de sa superficie. La réduction de la superficie de la mer Morte se poursuit jour après jour, et crée à terme un risque écologique, économique et géostratégique pour la région.

Le dessèchement est tel qu'une large bande de terre craquelée la scinde désormais en deux bassins distincts. La cause essentielle en est la surexploitation croissante du fleuve Jourdain, sa principale source d'eau douce, à des fins d'irrigation dont Israël est le principal bénéficiaire. Une autre cause considérable est l'évaporation de volumes importants d'eau, due aux usines de production de sel de la mer Morte. Elles seraient responsables de la perte de 300 millions de mètres cubes d'eau par an.

Qu'est-ce que AHAVA?

Fondée en 1988, la société israélienne AHAVA Dead Sea Laboratories est le leader mondial des produits cosmétiques spécialisé dans les produits fabriqués à partir de minéraux et de ressources provenant de la mer Morte.

D'après son site sur internet, AHAVA aurait « été fondée par amour pour les environs magiques de la Mer Morte ». En hébreu, *ahava* veut dire *amour*...

Installée sur les berges de cette mer, AHAVA distribue ses produits en Israël, en Europe et en Amérique du Nord.

Elle fabrique ses cosmétiques dans ses usines situées dans les colonies illégales de Mitzpe Shalem et Kaliya en Cisjordanie, et ces deux implantations ont co-fondé les laboratoires de la Mer morte de la firme AHAVA et détiennent 40 % des actions de la compagnie. Les colonies se situent toutes deux près du littoral de la mer qu'elles exploitent pour le tourisme.

AHAVA est liée de façon économique à l'occupation des territoires palestiniens par Israël. Sa principale usine de fabrication est établie dans la colonie de Mitzpe Shalem et offre des emplois aux résidents de la colonie. Ainsi, les opérations d'AHAVA légitiment la colonie et soutiennent sa croissance économique, en plus de lui permettre d'accueillir de nouveaux colons.

Même si un tiers de la rive ouest de la Mer Morte se trouve en Cisjordanie Occupée, Israël a interdit l'accès à l'ensemble du littoral de la Mer Morte aux Palestiniens de Cisjordanie. En plus, AHAVA utilise les ressources naturelles palestiniennes sans permission et sans compensation.

Selon le droit international, tel qu'indiqué dans la 4e Convention de Genève, il est illégal pour la puissance occupante d'établir des colonies ou des infrastructures coloniales dans les territoires qu'elle occupe.

Et selon le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, le transfert de population par l'occupant vers les territoires occupés constitue un crime de guerre. L'expansion conti-

nuelle de la colonisation dans les territoires palestiniens fait «gravement obstacle à l'instauration d'une paix générale, juste et durable au Moyen- Orient», tel que décrit dans la résolution 446 du Conseil de sécurité de l'ONU (22 mars 1979).

L'usine AHAVA et le bureau du tourisme ont donc été construits en violation du droit international.

Ensuite, bien que les produits d'AHAVA soient fabriqués dans son usine en Cisjordanie et que les ressources soient extraites de la Cisjordanie, AHAVA indique que ses produits proviennent de « la Mer Morte, Israël ». En étiquetant ainsi ses produits, AHAVA évite de payer des taxes et les frais de douane grâce à des accords de libre-échange avec Israël. L'étiquetage trompeur empêche aussi les consommateurs de faire des choix de consommation éthique et en connaissance de cause.

Les produits de l'usine AHAVA sont par conséquent une cible évidente qui s'inscrit dans le cadre du mouvement BDS.

VICTOIRES DU BOYCOTT :

- La chaîne norvégienne de détaillants VITA a rendu public, en février 2012, sa décision d'arrêter toutes les ventes des produits originaires des colonies en Palestine occupée. Ainsi, VITA a depuis cessé de vendre les produits cosmétiques de la marque AHAVA. VITA a été le principal revendeur de ces produits en Norvège, et cette décision a porté un coup sérieux aux ventes des produits dans ce pays.

- DaitoCrea, l'importateur officiel d' AHAVA au Japon, a annoncé qu'il ne vendra plus de produits de la marque.

C'est le résultat de deux ans de campagne intensive de boycott contre AHAVA au Japon !

- *John Lewis*, Grande-Bretagne, (28 grands magasins, 174 supermarchés, des filiales de vente en ligne) refuse aujourd'hui de vendre cette marque.

- Le distributeur canadien *The Bay*, Canada

(HBC - 92 magasins) confirme lui aussi qu'il a cessé de commercialiser les produits AHAVA

- L'Église méthodiste unie, l'Église presbytérienne américaine et l'Église unie de Canada ont choisi de boycotter AHAVA.

- Disney, USA Abigail Disney, descendante d'un des fondateurs de la compagnie Disney, se défait de ses parts des investissements familiaux dans la compagnie AHAVA.

- AHAVA Dead Sea Laboratories, cesse ses activités en Afrique du Sud suite à la campagne BDS

- Plusieurs pharmaciens hollandais ont exprimé leur soutien à la campagne et fait part de leur décision de ne pas présenter les produits AHAVA dans leurs rayons.

- La boutique d'AHAVA à Londres a fermé discrètement en septembre 2011.

Et la Suisse ?

Il faut savoir que la marque AHAVA est déjà bien représentée dans des pharmacies et dans quelques grands magasins.

Le BDS va commencer une campagne au niveau national.

L'expérience des réussites mentionnées plus haut montre qu'il s'agit d'une campagne qui doit être menée auprès des consommateurs en les informant que l'exploitation du site est illégale à tout point de vue par Israël.

En plus il s'agit aussi d'un grave désastre écologique :

le niveau de la mer Morte baisse de près d'un mètre par an.

L'intervention humaine a presque tué la mer Morte.

Parallèlement, il faudrait soumettre la 4ème Convention de Genève auprès des points de vente pour qu'ils la respectent.

S'ils ne le font pas, ils doivent savoir qu'ils sont considérés comme complices de la politique du gouvernement israélien.

Agneta Zuppinger

Stéphane Hessel, un an après sa mort, il nous manque !

(23 octobre 1917-28 février 2013)

Le 28 février 2013, un être d'exception nous avait quittés : Stéphane Hessel « citoyen sans frontières ». Il est de ces êtres qui ont parcouru le siècle et qui ont profondément marqué plusieurs générations. Comme le dit Michel Warschawski, dans son édito du Courrier du 28 février 2014, il a été à la fois « *un acteur et une conscience morale* »

Un acteur, parce qu'il s'est profondément impliqué par sa personnalité dans des causes multiples : son engagement anti-nazi, sa lutte pour les sans-papiers, pour les droits universels de la personne et de concert avec sa femme Christiane l'élaboration de ce petit opuscule qui a révolutionné le monde contemporain en résistance : « *Indignez-vous !* dont il dit dans la préface: « *Je vous souhaite à tous, à chacun d'entre vous d'avoir votre motif d'indignation..C'est précieux. Quand quelque chose vous indigne comme j'ai été indigné par le nazisme, alors on devient militant, fort et engagé* »

Aujourd'hui, un an après sa mort, il est nécessaire de mettre en évidence un de ses derniers choix politiques majeurs, celui de son engagement, avec sa femme auprès des Palestiniens et de leur lutte pour leurs droits et leur liberté. Ce choix a exigé de lui un très grand courage. Il s'est lancé dans la mêlée, conformément à ses principes éthiques et il est descendu dans l'arène.



« *Mon expérience personnelle au fil des ans m'a convaincu que ne rien faire est la pire des solutions* », nous confiait-il en mars 2011, à l'occasion de sa participation au Tribunal Russel.

La politique d'occupation israélienne l'a placé devant ce choix décisif : se taire ou s'engager. Il ne s'est pas tu, contrairement à de nombreux intellectuels, mais il a dénoncé les conséquences du comportement « brutal et sanguinaire de l'Etat juif (article de M.W. cité)

Ses voyages en Palestine, surtout à Gaza l'avaient profondément marqué. Il a pris position pour la survie de Gaza et la dénonciation du blocus après l'attaque meurtrière de décembre 2009. *« Gaza, disait-il en juin 2009, reste debout face à la mer. Avec des hommes et des femmes décidés à préserver leurs capacités artistiques, créatrices et humaines. Cependant aucun projet de développement n'est sérieusement envisageable tant que le blocus continue. C'est la première et la plus urgente des exigences que les démocraties doivent imposer. La survie d'un million et demi d'êtres humains en dépend. »*

Stéphane Hessel a été un grand héros de la Résistance, aujourd'hui il reste pour nous une boussole à laquelle notre engagement peut continuer à se raccrocher.

« En ce XXI ème siècle, les peuples ne peuvent plus accepter que leurs droits soient bafoués pour des intérêts privés, notamment financiers. Un changement global des mentalités est aujourd'hui nécessaire. Il conditionne le règlement de tous les conflits dans le monde, y compris le conflit israélo-palestinien » (p. 122, Stéphane Hessel et Elias Sanbar. *Le rescapé et l'exilé* (Edition Don Quichotte2012)

A la fin de chaque meeting ou rencontre, Stéphane Hessel se levait et récitait par cœur un des nombreux poèmes qu'il avait appris par cœur. : *« Ainsi le désir est né en moi, à la fois brusque et impérieux comme tout vrai désir, mais ensuite hésitant et intimidé, de communiquer à d'improbables lecteurs ma longue expérience de l'émotion poétique et aussi la sorte de liberté que cette émotion distille lorsqu' on atteint le seuil de la mort »* (O ma mémoire, La poésie ma nécessité » page 11, éditions points)

Terminons sur son héritage livré à Elias Sanbar(op.cité page 174) :

« Je voudrais vous donner à méditer un vers, un seul, qui aidera les jeunes générations à entreprendre, poétiquement et politiquement,

la construction d'une société radicalement nouvelle par rapport à celle dont nous déplorons l'existence de nos jours. Il est extrait de « La jolie rousse » de Guillaume Apollinaire :

« Nous voulons explorer la bonté, contrée énorme où tout se tait »

Pierrette Iselin, avril 2014

Article à paraître dans *l'Essor*, juin 2014 /www.journal-lessor.ch/

Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine

John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt

Editions La Découverte, 2007

Le cercle de lecture du CUP a entrepris de suivre la remarquable enquête menée par John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt dont le livre sorti en 2006 porte sur un sujet encore tabou aux Etats-Unis, celui de l'influence des groupes de pression israéliens sur la politique étrangère américaine, notamment au Proche et au Moyen-Orient.

D'abord parue sous forme d'article, cette étude a été la cible de violentes attaques aux Etats-Unis accusant les auteurs d'antisémitisme quant ce n'est pas de pure démente. Pourtant loin de sombrer dans des propos douteux, cet essai politique sérieux a été rédigé par des intellectuels américains réputés, enseignants dans des universités prestigieuses à Chicago et Harvard. Pour certains, la thèse défendue par Stephen Walt et John Mearsheimer peut ne guère présenter d'éléments nouveaux, il faut néanmoins relever qu'un examen aussi rigoureux de l'influence du « lobby pro-israélien » n'avait encore jamais été entrepris jusqu'ici.

Les deux politologues démontrent dans une analyse très documentée qu'Israël a été le pays au monde qui a le plus bénéficié de l'aide économique, militaire et diplomatique américaine depuis la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, plus de 3 milliards de dollars par an sont alloués à Israël sous forme de dons, ce qui représente un sixième de l'aide américaine à l'étranger, soit l'équivalent de 500 dollars par Israélien et par an (l'Afrique,



à l'exception de l'Égypte, reçoit 2 dollars par personne et par an). Comment expliquer ce soutien indéfectible et irraisonné des États-Unis à Israël alors que ni des intérêts stratégiques communs ni des impératifs moraux ne semblent le justifier, selon les auteurs?

Au fil de démonstrations parfois longues mais fort convaincantes, les auteurs démontrent qu'il existe bel et bien un lobby pro-israélien regroupant notamment l'*America Israel Public Affairs Committee (AIPAC)*, 100.000 membres actifs), des organisations juives de droite et des cercles de réflexion influents comme la *Brooking Institution*. Ses pressions sur le Congrès, les présidents et leur administration sont considérables, de même que les influences sur les médias. Alors que

les organisations qui le composent sont loin de faire l'unanimité parmi les juifs américains, le lobby peut compter sur le soutien de nombreux néoconservateurs et chrétiens évangéliques fondamentalistes, tous fervents sionistes largement représentés dans l'administration Bush. Travaillant sans relâche, le lobby est si puissant qu'il s'attaque même aux organisations juives américaines pour la paix.

De façon méthodique et fouillée, Mearsheimer et Walt décortiquent toutes les facettes de ce jeu d'influence en expliquant comment certains des membres ont joué un rôle clé dans la définition de la politique américaine à l'égard du conflit israélo-palestinien, mais aussi dans l'invasion de l'Irak de Saddam Hussein et dans les tensions avec la Syrie et l'Iran. De même, les conflits comme la récente guerre au Liban ou les menaces de guerre nucléaire avec l'Iran sont également mis sur le compte de la désastreuse politique commune entre Israéliens et Américains.

Les deux chercheurs se montrent particulièrement pertinents quand ils soulignent l'inadaptation de la stratégie américaine à ses propres intérêts depuis la fin de la Guerre froide, mais aussi, indirectement, à ceux d'Israël et à la paix dans le monde : "Le soutien inconditionnel à Israël a renforcé l'anti-américanisme dans le monde, a contribué à alimenter le problème de terrorisme pour les États-Unis, et a affaibli les liens avec des alliés en Europe, au Proche-Orient et en Asie". Sans aller jusqu'à contester le soutien des États-Unis à l'État hébreu, ils en appellent à davantage de mesure dans l'intérêt général, prônant un changement de politique non moins radical envers Israël, qui doit être traité comme un État « normal », c'est-à-dire en cessant de prétendre que les intérêts d'Israël et de l'Amérique sont identiques.

Enfin, venant à leur propre expérience, les auteurs déplorent l'impossibilité de débattre ouvertement des relations israélo-américaines sans déchaîner les critiques: "Nous ne développons pas une position extrémiste. Notre livre ne met pas en question le droit d'Israël à exister et ne dépeint pas les groupes pro-israéliens comme faisant partie d'une espèce de conspiration contrôlant la politique étrangère des États-Unis. Au contraire, il décrit ces groupes et ces individus - des juifs et des non-juifs - comme un groupe d'intérêt dont les activités ne sont pas très différentes du lobby des armes, du lobby agricole ou d'autres lobbies ethniques", se défendent-ils.

Même s'il a fait moins de vagues de l'autre côté de l'Atlantique, l'ouvrage de Stephen Walt et John Mearsheimer n'en est pas moins un livre indispensable parce qu'il en dit long sur le fonctionnement d'un acteur important de la politique des États-Unis au Moyen-Orient. Il permet également de trouver quelques explications à l'incapacité chronique d'imposer des limites aux actions israéliennes dans les territoires occupés et de contraindre les Israéliens à négocier avec les Palestiniens.

Susan Ebbut

La théorie du drone

Grégoire Chamayou

Editions La Fabrique

Présentation de l'éditeur :

Le drone est l'instrument d'une violence à distance, où l'on peut voir sans être vu, toucher sans être touché, ôter des vies sans jamais risquer la sienne.

Cette forme de violence télécommandée, qui à la fois supprime le face-à-face et fait éclater la distance impose de repenser des concepts apparemment aussi évidents que ceux de combattant (qu'est-ce qu'un combattant sans combat ?) ou de zone de conflit (où a lieu, une telle violence, écartelée entre des points si distants ?). Mais, plus radicalement, c'est la notion de « guerre » qui entre elle-même en crise : le drone est l'emblème de la « chasse à l'homme préventive », forme de violence qui débouche, à mi-chemin entre guerre et police, sur des campagnes d'exécutions extrajudiciaires menées à l'échelle globale.

Cette tentative d'éradication absolue de toute réciprocité dans l'exposition à la violence reconfigure non seulement la conduite matérielle de la violence armée, techniquement, tactiquement, mais aussi les principes traditionnels d'un ethos militaire officiellement fondé sur la bravoure et l'esprit de sacrifice. Car le drone est aussi l'arme du lâche: celle de ceux qui ne s'exposent jamais. Cela n'empêche pourtant pas ses partisans de la proclamer être l'arme la plus éthique que l'humanité ait jamais connue. Opérer cette conversion morale, cette transmutation

des valeurs est la tâche à laquelle s'attellent aujourd'hui des philosophes américains et israéliens qui œuvrent dans le petit champ de l'éthique militarisée. Leur travail discursif est essentiel pour assurer l'acceptabilité sociale et politique de cette arme. Dans ces discours de légitimation, les « éléments de langage » de marchands d'armes et de porte-parole des forces armées se trouvent reconvertis, par un grossier processus d'alchimie discursive, en principes directeurs d'une philosophie éthique d'un nouveau genre -- une « nécroéthique », dont il est capital de faire la critique.

Grégoire Chamayou est chercheur en philosophie au CNRS, dans l'équipe CERPHI à l'ENS-LSH. Il a publié, à La fabrique, Les chasses à l'homme (2010).

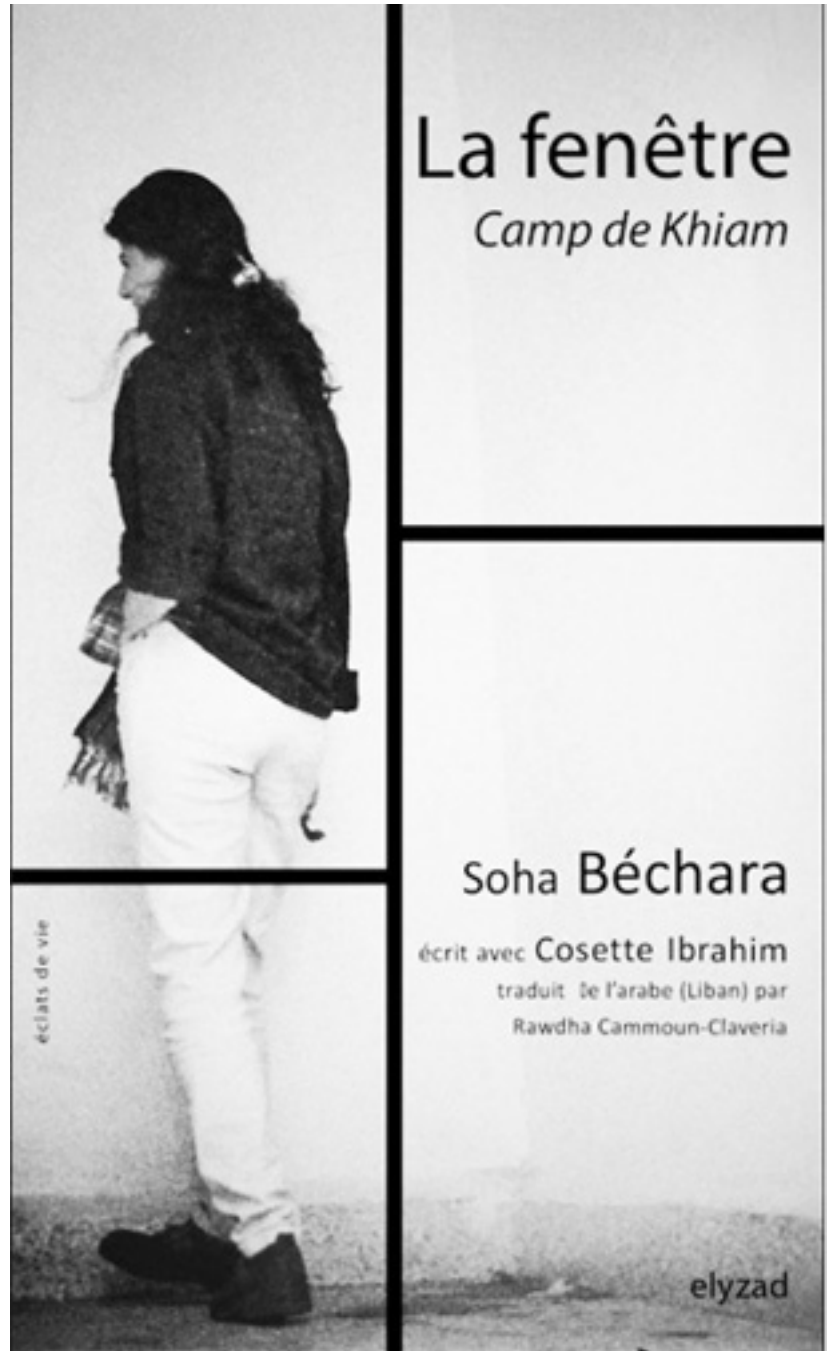


La Fenêtre Camp de Khiam

Par Soha Bechara et Cosette Itrahim

Editions Elyzad

En 1988, en pleine guerre du Liban, Soha Bechara tire sur le chef de l'armée du Liban Sud, le général Antoine Lahad. Elle est communiste, chrétienne libanaise, et elle a vingt ans. Lahad, blessé au bras, survivra. Soha Bechara passera dix ans à la prison de Khiam, où elle subira la torture et l'isolement. Dans ce récit écrit avec Cosette Ibrahim, journaliste libanaise aussi emprisonnée à Khiam, elle nous donne à voir la réalité des conditions de sa détention. Le camp de Khiam était devenu le principal centre de détention israélien dans la zone occupée du Liban. Pourtant, sur le papier, il n'existe pas. Détruit par les bombardements israéliens de 2006, il n'en reste que des gravats. C'est pour reconstruire une histoire que l'on a voulu effacer que Soha Bechara et Cosette Ibrahim témoignent aujourd'hui.



TERRE PROMISE

un film du cinéaste suisse Francis Reusser

« Ce film chante, raconte, nomme, désigne et pourtant pacifie. (...) Dans l'espérance de la polyphonie nécessaire des sons, des êtres, des peuples. » L'Hebdo

55 élèves de la Chorale du Collège Saint-Michel de Fribourg, en voyage en Palestine pour donner une série de concerts, découvrent les problèmes engendrés par l'occupation. Les paroles emplies de poésie d'une voix off en arabe, et le regard des jeunes suisses, rythment rencontres et concerts, et accompagnent les larmes et les sourires qui naissent de cette extraordinaire expérience de vie.

Note du réalisateur

(...) Passé le temps des échanges musicaux, des répétitions, des concerts partagés, comment appréhender l'autre, comment le différencier de son voisin, pourquoi la défiance et le contrôle militaire israélien généralisé appliqué à la plus grande partie du territoire ont-ils exclu, tenu à distance derrière des murs un peuple qui est chez lui, lui aussi, qui a droit à l'existence et à la reconnaissance en tant que nation?

Sur place, c'est la vie vécue, les espaces hors encadrement musical qui ont nourri les participants de cette aventure en terre promise aux uns comme aux autres.

Ce road-movie inscrit dans une période aussi courte ne peut générer que des impressions

de voyage. C'est déjà beaucoup. C'est tout l'enjeu de ce projet que de revenir la mémoire enrichie, porteur du seul message imaginable: que Palestiniens et Israéliens voient un jour sur ce petit territoire s'installer une paix durable et plurielle. (...)

Francis Reusser



SOLIDARITE

Semaine des Prisonniers

Dans le cadre de la semaine de solidarité avec les prisonniers Palestiniens, le CUP de Lausanne avait organisé **Une Journée Contre l'Oubli**.

Il n'est pas inutile de rappeler que plus de 5000 prisonniers palestiniens, y compris 154 enfants, croupissent dans les prisons israéliennes. Beaucoup d'entre eux sont détenus arbitrairement selon l'usage croissant de la détention administrative qui peut durer plusieurs mois, voire plusieurs années selon les caprices de la « justice » israélienne.

C'est pour rappeler cette situation inacceptable que le CUP a organisé une animation dans les rues de Lausanne, le 12 avril, jour de marché à forte densité de public. En trois endroits différents du marché, et simultanément, était faite une lecture à haute voix de la liste de prisonniers politiques palestiniens, une prison symbolique en grillage avec un « prisonnier » à l'intérieur pour retenir l'attention des passants et une distribution de tracts explicatifs. Plus de 800 tracts ont été distribués pendant les trois heures qu'a duré l'animation.



Visiter la Palestine - en touriste : une démarche solidaire

La plupart de ceux qui ont eu l'occasion d'aller en Palestine, l'ont fait dans le cadre de missions, de jumelages ou de visites à des associations. Mais on peut aussi découvrir la Palestine comme simple touriste, seul ou en voyages organisés. Déchargés de toutes obligations, vous aurez le temps de découvrir les richesses culturelles et historiques de la Palestine, vous découvrirez des lieux que l'on n'a pas le temps de visiter quand on est en mission, tel le site archéologique de l'antique Samarie-Sébasté, Sabastya. Vous aurez le temps de vous promener dans le souk de Naplouse, de rencontrer longuement des acteurs de la société civile palestinienne, d'aller marcher dans les collines.

Les Palestiniens aiment que l'on vienne visiter leur terre, ils vous attendent !

Remarques d'une voyageuse

La rencontre avec la société palestinienne dans toute sa diversité nous apporte des témoignages, des clés de lecture et de compréhension des réalités contemporaines, de l'occupation et de l'exil, tout autant que des



échanges humains intenses et chaleureux. On découvre les beautés de la Palestine et l'horreur de l'occupation. Ce qu'on a lu ou entendu devient tout à coup concret et bouleversant. B.L.

(Un voyage de groupe est prévu en septembre: du 6 au 14 septembre 2014. Prenez contact avec: ekitour@wanadoo.fr ou info@diwanvoyage.net)

Solidarité avec Omar, jeune violoniste druze

Rassemblement devant la Gare de Lausanne pour prendre une photo en soutien avec Omar Saad, jeune violoniste druze, emprisonné en Israël le 5 décembre 2013 en détention administrative* pour avoir refusé de servir dans l'armée israélienne. Des manifestations sont organisées dans le monde entier le 4 janvier 2014 pour demander sa libération. Sur le panneau on peut lire « Je fais de la musique, pas la guerre » avec une photo d'Omar. Le 13 avril 2014 Omar Saad est condamné à la prison pour la 7 ième fois.



* La détention administrative permet de détenir une personne sans inculpation ni jugement en vertu d'ordonnances militaire renouvelables indéfiniment. Ces détenus sont aussi en butte à des interdictions de visite, des transferts forcés ou des expulsions, et des mesures de placement à l'isolement.

2014 - Année internationale de solidarité avec la Palestine

1 million d'oliviers pour la paix en Palestine

Les oliviers sont le symbole du patrimoine palestinien et la récolte de leurs fruits est vitale pour l'économie palestinienne. Or, depuis le début de la construction du Mur, ce sont près d'un million d'arbres qui ont été arrachés avec toutes les conséquences économiques, sociales, agricoles et écologiques que cela entraîne pour la population locale. L'objectif du projet lancé par le POPULAR STRUGGLE COORDINATION COMMITTEE est de replanter 1 million d'oliviers sur ces terres convoitées par la colonisation. Ce projet vise à aider les producteurs à poursuivre leurs activités agricole et aussi à résister à l'occupation israélienne par leur maintien sur leurs terres. Il permettra aussi d'augmenter la productivités des exploitations agricoles. Enfin, il veut améliorer le niveau de vie des paysans palestiniens dont les terres ont été grevées ou sont menacées de l'être par l'édification du Mur.

RESPONSABLES DU PROJET

La gestion financière et administrative repose sur Arab Center for Agricultural Development (ACAD) (www.acad.ps)

L'Association «Popular Struggle Coordination Committee» (www.popularstruggle.org) et «Sunflower» assisteront l'ACAD dans la mise en oeuvre, le suivi, l'élaboration des rapports techniques et financiers.

Elles contrôleront l'acquisition et l'acheminement des arbres.

OBJECTIFS DU PROJET

1. Planter 1.000.000 d'oliviers dans les zones détruites par la construction du Mur
2. Aider au moins 5'000 familles paysannes - paysans sans terre - à reprendre une activité agricole et à renforcer leur résistance par des moyens pacifiques
3. Améliorer le niveau de vie de la population agricole dans les régions palestiniennes
4. Contribuer à l'économie palestinienne par la mise en place d'un système d'irrigation et de sa maintenance, générant des emplois.

PARTICIPEZ A CE PROJET

Avec CHF 25. ou 20€, les porteurs du projet pourront acheter et planter un olivier de la taille d'environ 70 à 100 cm qui commencera à produire 3 à 4 ans plus tard.

Projet soutenu par :

Collectif Urgence Palestine - Genève

Collectif Urgence Palestine - Vaud , www.cupvd.ch , info@cupvd.ch.

Collectif Urgence Palestine Nyon-la Côte

Vos dons sont à verser à :

Collectif Urgence Palestine - 1200 Genève - Mention : 1 million d'oliviers

En francs suisses au numéro de CCP 17-766771-3 - ou

en Euro au numéro de CCP 91-879646-0 / IBAN CH38 0900 0000 9187 9646 0

Pétition contre l'achat de drones israéliens

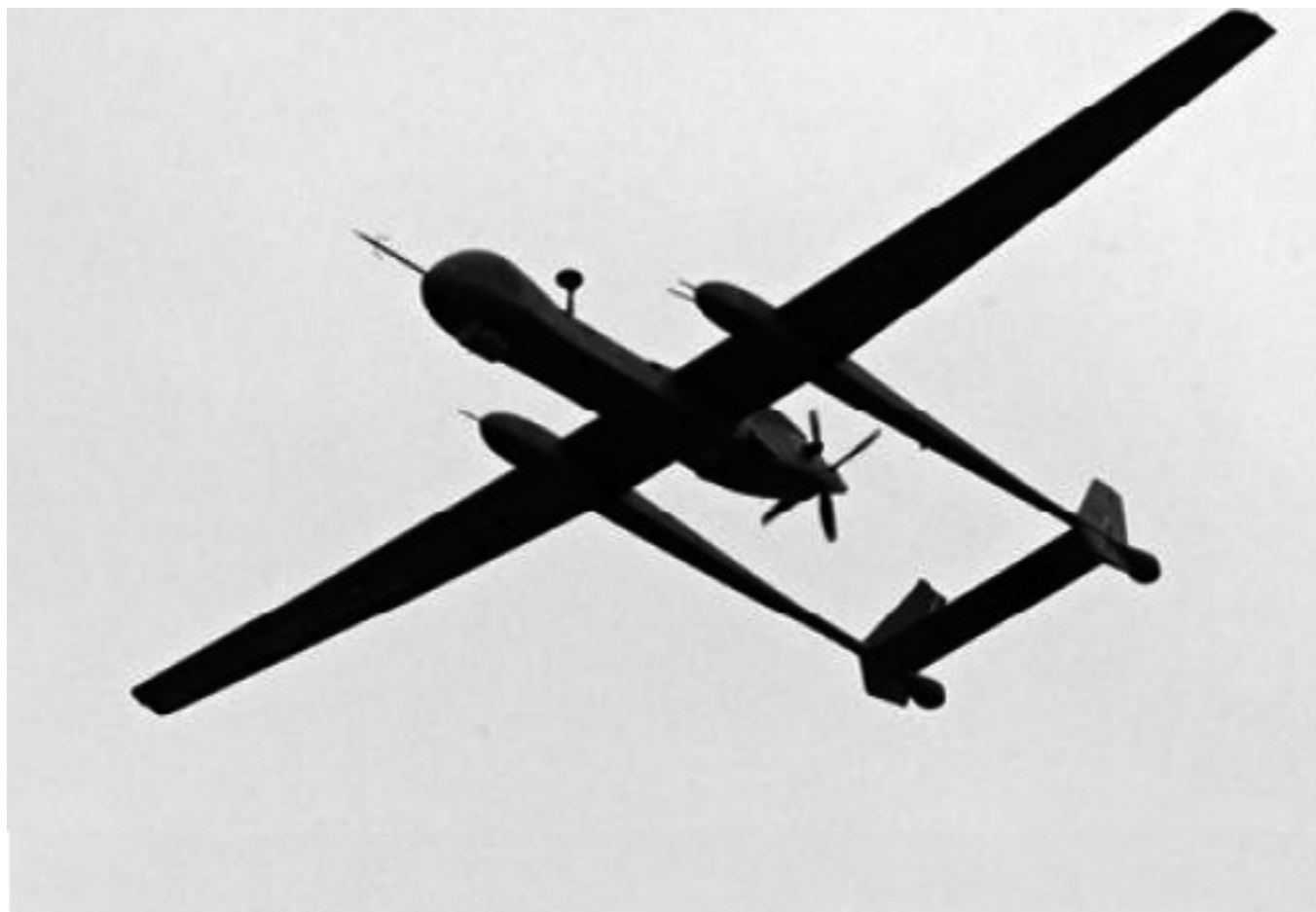
www.bds-info.ch

Décompte des signatures : **22 mai 2014** la pétition contre les drones a recueilli 7'847 signatures militantes (sur papier). Si on les ajoute aux 3'041 pétitions en ligne, cela fait au total 10'888 signatures récoltées à ce jour. Nous mettrons régulièrement à jour ces chiffres. Vous souhaitez signer la pétition contre les drones?

Signez la pétition en ligne : www.bds-info.ch

Téléchargez la version papier de la pétition

Accédez au Reportage de Temps Présent (RTS) consacré aux drones sur : www.tempspresent.ch.



Courrier des lecteurs

Négociations de paix israélo-palestiniennes

Lettre de lecteur

Pully, le 28. 4. 2014

Monsieur le Rédacteur,

Voici ce qu'on pourrait publier dans la rubrique lettre de lecteurs concernant la récente information sur la déclaration de fin des négociations de paix israélo-palestiniennes.

Le 23 avril, les responsables du Fatah et du Hamas et tous les autres partis politiques palestiniens ont signé un accord prévoyant qu'un "gouvernement de consensus" organise dans les six mois des élections libres et justes autant en Cisjordanie qu'à Gaza.

Le Ministre des affaires étrangères John Kerry, représentant du grand sponsor et allié américain, a récemment rendu Israël responsable de l'échec du processus de paix. Cela n'a en rien empêché le Premier ministre Nétanyahou de déclarer avec l'arrogance du pouvoir que l'accord interpalestinien mettait fin aux négociations de paix. Cela signifie qu'au fond Israël ne veut pas de la paix avec les Palestiniens.

Pourtant hier Mahmoud Abbas, à l'occasion du Jour du souvenir, a condamné l'holocauste en le qualifiant de "crime le plus odieux contre l'humanité qui soit survenu pendant l'ère moderne". - A une déclaration de rupture répond un message de sympathie pour le peuple juif. Pourquoi la communauté internationale n'affiche-t-elle pas plus d'intérêt pour la cause palestinienne, et pourquoi l'Europe ne se démarque-t-elle pas des USA? Pourquoi parle-t-on dans ce cas de "négociations de paix" alors qu'il s'agit de la lutte de libération d'un peuple opprimé ?

Nous ne pouvons qu'appeler au soutien de la campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) lancée par un certain nombre d'ONG contre Israël qui pratique la politique d'Apartheid, heureusement éradiquée en Afrique du Sud il y a juste vingt ans. La résistance non violente comme moyen de lutte, décidée depuis de nombreuses années par l'OLP, doit être appuyée de l'extérieur pour faire pression sur le gouvernement israélien, pour qu'il s'engage sur la voie du compromis, afin d'arriver à une paix authentique basée sur la justice et le respect de tous les habitants de la région.

Veillez agréer, Monsieur le Rédacteur, l'expression de ma parfaite considération.

Pierre Krenger

Check-point contre l'occupation israélienne

Sur la passerelle du Flon en janvier 2014 à Lausanne, check-point contre l'occupation israélienne



CONFERENCE

Un seul Etat démocratique

One Democratic State

Les 17 et 18 mai 2014 a eu lieu à Zurich, la conférence du mouvement ODS (One Democratic State in Palestine/Israël) (pour un seul Etat Démocratique dans la Palestine historique) qui s'inscrit à la suite de la Déclaration de Munich adoptée en juillet 2012 par le mouvement. Elle a été organisée par les membres du mouvement ODS, l'Association Suisse-Palestine, Café Palestine (Zurich) et l'Association BDS Suisse.

De nombreuses personnalités y ont pris part : Ilan Pappé : Israélien, professeur d'histoire à l'Université de Haïfa.

Ghada Kharmi : Palestinienne, physicienne et diplômée de l'Institut des Etudes arabe et islamique de l'Université d'Exeter

Samir Abed-Rabbo : Américano-palestinien, docteur en droit International de l'Université de Miami. Auteur majeur de la Déclaration de Munich et membre initiateur du mouvement ODS

D'autres activistes et membres importants du mouvement ODS étaient également présents : Rania Madi, Yoav, Bar, Aya Manaa, Radi Jarai, Khaled Jabarin, Ofra Yeshua-Lyth, ils viennent de Haifa, Jaffa, Ramallah ou d'Angleterre.

Nombre de Palestiniens et d'Israéliens n'ont pas attendu que le „processus de paix à deux Etats“ s'effondre une nouvelle fois pour poursuivre la vision de créer un seul Etat – démocratique et laïque – en Palestine historique (de la Méditerranée au Jourdain). Dans

le cadre du mouvement « One Democratic State », Israéliens et Palestiniens travaillent ensemble à la construction d'un Etat non racial, basé sur la justice et la non-séparation, qui répondrait aux besoins de toutes les personnes concernées par le conflit israélo-palestinien.

La Déclaration Pour Un Seul Etat Démocratique en Palestine met l'accent sur une alternative vitale plaçant le peuple palestinien sous occupation dans une position centrale afin de créer un nouveau début non seulement pour lui-même mais aussi pour tous ceux qui ont vécu par le passé en son sein dans la fraternité. Cette déclaration est aussi un appel à tous ceux qui défendent les valeurs de Justice et de Paix pour lancer un Mouvement pour l'établissement d'un Seul Etat Démocratique en Palestine.

Ilan Pappé a analysé l'histoire de la Palestine et ce qui s'est passé jusqu'à maintenant. Il constate qu'après toutes ces décennies, aucune solution n'a été vraiment voulue par le gouvernement israélien et que rien ne l'arrêtera, si ce n'est par la force. Il ne faut plus perdre de temps car les expulsions, la colonisation, la restriction de mouvement des Palestiniens, le nettoyage ethnique continuent. La solution pour deux Etats a vécu et seule, la solution pour un Etat démocratique est possible. Il faut concevoir une nouvelle histoire. Israël est un état colonialiste, un état d'Apartheid.

Mme Ghada Karmi , elle, est intervenue sur la stratégie à développer par le mouvement ODS. Comment y parvenir ? Sans canevas précis, le mouvement aura de la peine à convaincre. Des questions fondamentales se posent : quel Etat souhaité, quelles institutions, quel gouvernement, quelle constitution, ensuite viennent l'éducation, la langue, les réfugiés, la répartition du territoire, etc. Elle relève ensuite les obstacles qu'ODS doit absolument avoir en tête dans ses actions, telles que : la pensée commune, l'identité juive, les lobbys, l'AP (Autorité Palestinienne) qui agit dans le sens de deux Etats, le manque d'unité palestinienne, le manque de leaders, etc. ODS doit faire en sorte de fédérer et de créer un mouvement global en concevant une campagne générale et mon-

Le temps est venu pour la communauté internationale de soutenir un seul Etat démocratique pour les Palestiniens et les Israéliens de la Rivière Jourdain à la Mer Méditerranée.

Anne-Marie Magnenat

Voir aussi :

<http://www.youtube.com/watch?v=oEQEu9a3DxY>

<http://www.gauche-anticapitaliste.ch/?p=12077>



diale à tous les niveaux, afin d'obtenir une large coalition.

Créer une nouvelle réalité politique.

Les différentes présentations ont été suivies de discussions le premier jour, pour faire place le lendemain à des ateliers sur le plan d'action à mettre en place par ODS pour faire avancer le projet.

CREDITS

Entre les Lignes est une publication du Collectif Urgence Palestine - Vaud. Les membres du comité de rédaction d'*Entre les Lignes* sont des membres du Collectif Urgence Palestine - Vaud. Toutes les personnes créditées ici effectuent leur travail de manière entièrement bénévole. Les articles publiés dans *Entre les Lignes* sont issus du travail de ces personnes, ainsi que de participations occasionnelles d'autres personnes.

Néanmoins, *Entre les Lignes* publie parfois des articles parus dans d'autres journaux ou sur la Toile et mentionne alors ses sources.

Comité de rédaction:

Pierrette Iselin,
Marie-Ange Méhay-Christophel

Rédaction:

Pierrette Iselin,
Marie-Ange Méhay-Christophel,
Agneta Zuppinger

Design:

Dana Issa

Impression:

Atelier Papyrus, Lausanne
www.atelierpapyrus.ch

S'ABONNER
comme le numéro précédent